Le 7 octobre a également eu des conséquences néfastes chez nous

Le 7 octobre 2023 a marqué le troisième anniversaire du jour où, en Israël, l'organisation terroriste Hamas a sauvagement assassiné plus de 1 200 personnes, du nouveau-né à la personne âgée. Ce massacre a non seulement laissé des traces indélébiles dans l'État juif, mais il a également eu des répercussions néfastes chez nous.

Par Sacha Wigdorovits

Le pogrom perpétré le 7 octobre 2023 par l'organisation terroriste palestinienne Hamas et ses centaines de complices civils enthousiastes originaires de Gaza compte parmi les événements les plus traumatisants de l'État juif, qui n'a pas encore tout à fait 80 ans. Et ce massacre de Juifs, le plus important depuis l'Holocauste et la Seconde Guerre mondiale, aura une influence décisive sur les élections législatives qui se tiendront en Israël dans un peu moins de trois semaines. Car il s'agit également de déterminer quelle est la part de responsabilité du gouvernement de Benjamin Netanyahou dans le fait que cela ait pu se produire.

Mais ici aussi, en Suisse, et dans l'Occident en général, le 7 octobre a laissé des traces : dans nos institutions, depuis la police et les autorités chargées de l'application de la loi jusqu'aux établissements d'enseignement supérieur, dans notre système politique, dans nos médias et au sein de notre société civile.

La police et les autorités chargées des poursuites pénales restent les bras croisés

Ainsi, la police laisse la foule fanatique, qui veut anéantir Israël (« du fleuve à la mer ») et glorifie le terrorisme, manifester sans entrave dans nos rues – avec la bénédiction de ses supérieurs politiques. Les autorités judiciaires, comme par exemple le parquet de Zurich, refusent également de faire leur travail et, sous des prétextes d'une fragilité effrayante, n'ouvrent aucune enquête, même en cas de menaces de mort à l'encontre de Juifs – sans parler des incidents antisémites moins dramatiques, sans parler des incidents antisémites moins dramatiques, mais qui constituent néanmoins des infractions au Code pénal.

Les recteurs d'université laissent les sympathisants du terrorisme agir en toute impunité

L'attitude « laissez-faire » des recteurs et rectrices de nos établissements d'enseignement supérieur, tels que la ZHdK et l'Université de Zurich ou les universités de Lausanne et de Genève, s'inscrit également dans cette défaillance

institutionnelle face à la haine des Juifs ouvertement affichée. En effet, comme à l'étranger, dans la plupart des établissements d'enseignement supérieur suisses, des groupes d'étudiants antisémites et favorables au Hamas peuvent militer en toute impunité et harceler les étudiants juifs. Par pure lâcheté, les recteurs laissent ainsi se produire, au sein de leurs « établissements d'enseignement », une situation où l'on ne transmet plus de connaissances, mais où l'on diffuse des idées fausses et où l'on propage des préjugés (antisémites).

Les responsables politiques prennent parti contre Israël par opportunisme

De nombreux responsables politiques se sont joints à cette valse indigne. Parmi eux figure le conseiller fédéral Beat Jans, qui a fait venir en Suisse 40 enfants de Gaza accompagnés de personnes proches du Hamas. En revanche, il ne s'intéresse absolument pas aux dizaines de milliers d'enfants israéliens traumatisés par le massacre du 7 octobre 2023 ou par les tirs de roquettes de la milice terroriste libanaise du Hezbollah. Cependant, comme M. Jans a pris le risque de compromettre la sécurité de la population suisse avec son coup de pub sur Gaza, les gouvernements des cantons de Zurich, d'Argovie, de Berne, de Thurgovie, de Zoug et de Fribourg ont refusé de se joindre à son initiative.

Les partis de gauche recourent à l'antisémitisme pour séduire l'électorat musulman

Jans a toutefois marqué des points au sein de son propre parti, le PS, ainsi qu'auprès des Verts. En effet, les partis de gauche suisses ont eux aussi pris le train de la haine des Juifs et d'Israël en marche – exactement comme en Allemagne le parti «Die Linke», en France «La France insoumise» et en Angleterre le «Green Party». L'antisémitisme de la gauche européenne dans son ensemble, dissimulé derrière le terme « antisionisme », est lié, d'une part, à sa vision absurde de l'histoire, selon laquelle Israël serait un État colonial (blanc) et les Palestiniens ses victimes. D'autre part, il repose sur un calcul électoral malheureusement juste, selon lequel les slogans hostiles aux Juifs et à Israël permettent de remporter des voix auprès de nombreux électeurs islamiques issus de l'immigration.

La plupart des médias attisent la campagne de dénigrement contre Israël

Dass sich nach dem 7. Oktober in Europa solche überwunden geglaubte Abgründe des Judenhasses aufgetan haben, ist nicht zuletzt die Schuld der Medien. Zwar gibt es vereinzelte, die sich an dieser Hetze nicht beteiligen. In der Schweiz sind dies insbesondere die NZZ und der Nebelspalter, gelegentlich auch Die Weltwoche. In

Deutschland sind es die Medien des Springer-Verlags wie BILD und Die Welt und im angelsächsischen Raum beispielsweise The Telegraph, der ebenfalls zu Springer gehört, oder das Wall Street Journal und die New York Post, die von der Familie Murdoch kontrolliert werden.

Mais la plupart des autres médias, du New York Times à la Süddeutsche Zeitung, en passant par CNN, la BBC et la télévision suisse, ont, au cours des trois dernières années, repris de plus en plus largement le discours palestinien, en particulier celui du Hamas ou du Hezbollah libanais. En d'autres termes : les Israéliens sont les coupables et les Palestiniens les victimes innocentes des événements du 7 octobre.

Des terroristes du Hamas déguisés en journalistes

Dans leurs reportages, ces médias s'appuient sur des informations fournies par le Hamas et les organisations qui lui sont proches ; ils tirent leurs vidéos, leurs photos et leurs reportages de « journalistes » palestiniens qui, en réalité, sont souvent eux-mêmes des terroristes et dont certains ont participé au massacre du 7 octobre.

C'est pourquoi, dès le début de la guerre de Gaza, on a assisté à des erreurs flagrantes de couverture médiatique à l'encontre d'Israël, comme par exemple l'affirmation selon laquelle l'hôpital Al-Ahli aurait été touché par un missile israélien. Or, comme on l'a découvert peu après, il s'agissait en réalité d'un missile égaré, tiré en direction d'Israël par l'organisation terroriste du Djihad islamique. De nombreux autres exemples – allant des photos truquées au choix sélectif des sujets – montrent que la couverture médiatique unilatéralement anti-israélienne de ces médias n'a pas changé jusqu'à aujourd'hui. Bien au contraire.

Ces médias et leurs journalistes prennent ainsi parti (aux côtés du Hamas) dans le conflit israélo-palestinien, au lieu de rendre compte des événements en toute indépendance. Un vieil adage dit : « La première victime de la guerre, c'est la vérité ». Dans la guerre de Gaza, la responsabilité en incombe à une grande partie des médias occidentaux.

Notre société civile est endoctrinée contre Israël

Cela n'est pas resté sans conséquence pour notre société civile occidentale. Certes, tous les faits indiquent que l'armée israélienne (Tsahal) a ciblé de manière ciblée le Hamas à Gaza, et non la population civile. Sans parler du fait qu'elle aurait tenté de commettre un génocide à l'encontre des Palestiniens vivant dans cette région. Mais

ces faits sont passés sous silence par la grande majorité des médias locaux. C'est pourquoi une grande partie de notre population croit aujourd'hui que c'est le contraire qui s'est produit : une guerre menée de manière ciblée par Israël contre les civils vivant à Gaza.

Cela a eu pour conséquence qu'aujourd'hui, dans le monde occidental, de nombreuses personnes qui ne sont pas antisémites ont une mauvaise image de l'État juif. Cela vaut tout particulièrement pour le milieu artistique et culturel, dont les représentants n'ont généralement qu'une vague idée de la politique – même s'ils pensent le contraire. Ce phénomène s'étend également au sport et s'étend jusqu'aux instances dirigeantes des entreprises.

Nous sommes revenus aux périodes les plus sombres

Il en résulte des actes d'hostilité et des boycotts. Non seulement à l'encontre des entreprises israéliennes, des artistes israéliens, des sportifs israéliens ou des touristes israéliens, mais aussi à l'encontre des Juifs d'autres pays, qui sont parfois même soumis à un « examen de conscience » et ensuite mis au ban de la société s'ils ne prennent pas leurs distances par rapport à Israël.

Toutes ces évolutions rappellent le Moyen Âge, que l'on appelle à juste titre en anglais « the dark ages – les âges sombres ». Trois ans après le 7 octobre 2023, le bilan est donc accablant : le massacre perpétré par le Hamas n'a pas seulement constitué un événement effroyable pour Israël, il a également laissé des traces profondes chez nous, en Europe et aux États-Unis – et toutes ces traces mènent dans la mauvaise direction.

Lire également : Hannah Einhaus lance un appel au Parlement et au gouvernement de la ville de Berne

---

Sacha Wigdorovits est président de l'association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l'histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l'université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.